

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 366 DU JEUDI 06 FEVRIER 2025 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Congrès de l'UFDG

La riposte du CERAG



P.3



Edito à vue d'Aigle

Une autre immersion gouvernementale !

Le Gouvernement Bah Oury a entamé le mercredi 05 février 2025 une immersion gouvernementale à l'intérieur du pays pour être, dit-il, proche des populations à la basse. C'est N'zérékoré, la capitale de la région forestière, qui a été la première étape de cette immersion qui fait couler beaucoup d'encre et de salive dans le pays du général d'armée Mamadi Doumbouya. Dans la journée de mercredi, le chef du Gouvernement s'est rendu à l'hôpital régional de N'zérékoré où il a annoncé la mise en place prochaine d'une centrale de production d'oxygène dans cette structure sanitaire. Mais comme il fallait s'y attendre, cette autre immersion gouvernementale a fait réagir des acteurs politiques du pays. C'est le cas notamment de Souleymane Souza Konaté de l'ANAD et de l'UFDG...

Journée internationale de lutte contre le cancer P.4



Les confidences d'un médecin spécialiste (entretien)

CRIEF

P.2



Dr Ousmane Kaba poursuivi pour faux et usage de faux en écriture publique

Situation sociopolitique guinéenne P.3



Tibou Kamara en fait une analyse pertinente

Guinée

P.4

Alpha Condé droit dans ses bottes face au CNRD

Transition

P.5

Le CNT souffle ses 3 bougies !

Journée d'assainissement

P.5

Une mobilisation grandiose à la municipalité de Ratoma

Édito à vue d'aigle



Une autre immersion gouvernementale !

Le Gouvernement Bah Oury a entamé le mercredi 05 février 2025 une immersion gouvernementale à l'intérieur du pays pour être, dit-il, proche des populations à la basse. C'est N'zérékoré, la capitale de la région forestière, qui a été la première étape de cette immersion qui fait couler beaucoup d'encre et de salive dans le pays du général d'armée Mamadi Doumbouya.

Il faut tout dire que cette sortie du PM a été dénoncée par les détracteurs du CNRD qui soutiennent que l'ancien fichier peut bel et bien permettre aux Guinéens d'aller aux urnes pour se choisir un président civil. Pour eux, c'est plutôt une fuite en avant pour les tombeurs d'Alpha Condé qui, disent-ils, veulent confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. Mais face aux autorités de la transition, l'on a des acteurs politiques divisés. Pour le retour à l'ordre constitutionnel,

ils ne regardent plus dans la même direction. Les Forces vives de Guinée auxquelles appartiennent le RPG Arc-en-ciel, l'UFDG et l'UFR ne comptent pas relâcher la pression sur les autorités de la transition. Elles tiennent absolument à la mise en place d'une transition civile et depuis le 31 décembre elles disent ne plus reconnaître le pouvoir du CNRD.

Quand il s'est emparé du pouvoir le 5 septembre 2021, le général Mamadi Doumbouya, l'actuel locataire du palais Mohammed V, a promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. La suite, on la connaît. L'accord dynamique conclu avec la CEDEAO n'aura pas été respecté, au grand dam de ces acteurs politiques regroupés au sein de ces Forces vives de Guinée qui ne font pas mystère de leur détermination à amener le CNRD à remettre le pouvoir aux civils.

Par contre, pour les partisans et les soutiens inconditionnels du CNRD, les différentes étapes du chronogramme sont plutôt en train d'être exécutées à la satisfaction générale. Ils soutiennent qu'avec l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales, il y a des raisons d'espérer un retour apaisé à l'ordre constitutionnel en Guinée. À les en croire, il ne sert à rien de précipiter la transition en organisant des élections bâclées avec tous les risques que cela comporte. La pertinente question que l'on est tenté de se poser est de savoir si le CNRD pourra dérouler sereinement son agenda face à la détermination des Forces vives de Guinée dont sont membres les trois poids lourds de la scène politique guinéenne.

A noter que contrairement aux partis membres des FVG, il y a des partis membres de l'Union sacrée, dont la coordination est assurée par Dr Ibrahima Sory Diallo de l'ADC-BOC, qui avaient estimé que le délai du 31 décembre était intenable et sont allés jusqu'à participer à la campagne de vulgarisation de l'avant-projet de la nouvelle constitution, en guise de soutien à la démarche du CNT.



Autorisation N°299/PR/TP/K/2018 -
Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com
Tél: (+224) 621 93 53 88
Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53
Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo
Rédacteur en Chef: Sékou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba
Comité de Rédaction: Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub: Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50
Imprimeur: Alseny Camara 628066445
Imprimerie: Imprimerie Lanyi
Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page: CMP-GAMS 629106363
Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

CRIEF
 Dr Ousmane Kaba poursuivi pour faux et usage de faux en écriture publique

Dr Ousmane Kaba a comparu pour la première fois le lundi, 03 février 2025 devant la chambre du jugement de la Cour de Répression, des Infractions Economiques et Financières (CRIEF). L'ancien ministre de l'Economie, des Finances, et du Plan, Boubacar Barry, Mansa Moussa Sidibé et Moussa Condé alias "Tata vieux" sont poursuivis pour faux et usage de faux en écriture publique par une société chinoise, appelée « Bankina pêche ». Seuls les deux premiers étaient présents à l'audience contrairement aux autres.



Ce dossier qui est révélé à ce jour, remonte entre juillet 1996 et février 1997, à l'époque sous le règne de feu Lansana Conté. Nommé à la tête du ministère de l'Economie, des Finances, et du Plan, Dr Ousmane Kaba n'avait fait que six mois avant d'être débarqué du gouvernement Sidya Touré. Mais l'accord qui l'incrimine aujourd'hui, a été signé un mois avant son départ.

Confronté à ses chefs d'accusation notamment l'accord-cadre dont il s'agit, l'économiste a déclaré qu'il ne s'est jamais rendu compte de l'existence de cette société Bankina pêche puisqu'à l'époque des faits, il avait signé le contrat avec son homologue de la Chine. « Je ne reconnais même pas les plaignants. Je ne suis au courant de rien. Je suis même surpris qu'au niveau de la convention, qu'un privé se lève pour dire la convention est fautive. Cela doit être signalé au niveau de l'ambassade », a-t-il fustigé. Cependant, il reconnaît que la signature apposée sur le document est la sienne. Selon l'accusé, c'est récemment qu'il a pris connaissance de l'existence de ce dossier devant l'ORDEF (Office de Répression des Délits Economiques et Financiers). « Je ne me souvenais plus de rien puisque ça fait plus de 27 ans. Mais évidemment, c'est quand j'ai été confronté à ma signature que j'ai compris et c'est évident », a-t-il ajouté. Mais je ne vois pas pourquoi cela peut poser problème puisque c'est un accord-cadre qui a été signé entre l'Etat guinéen et la Chine », a-t-il interrogé. Avant d'enclencher: « on me parle d'un abus de confiance avec quelqu'un que je ne connais pas. Ça c'est grave. Je

suis vraiment étonné ».

Peu de temps après, les tensions sont montées d'un cran entre l'accusé et la partie civile. Face au feu roulant de questions de Me Tènèké Touré, M. Kaba s'est offusqué en exigeant à l'avocate de respecter sa personne en l'appelant " Monsieur" : « il faut me traiter avec respect, je ne suis pas ton enfant ». Ce tiraillement qui a causé un incident, a amené le juge à suspendre l'audience pour quelques minutes. Malgré l'intervention de la partie adverse et du ministère public, l'avocate a refusé de se prêter à une telle injonction. Dame Touré a d'ailleurs rappelé à la cour qu'aucune disposition n'impose cela : « j'ai bravé tout le monde parce qu'il y a aucune disposition de la loi qui dit qu'il faut appeler les justiciables Colonel, El Hadj, Monsieur,... ça n'existe pas. Judiciairement les parties sont appelées par leurs noms et prénoms ». Sur les faits portés devant la CRIEF, Tènèké Touré qui représente la société Bankina pêche, est convaincue que le mis en cause a profité de son pouvoir à l'époque pour abuser de ses prérogatives. Pour elle, la poursuite engagée contre M. Kaba c'est parce que ce prétendu accord repose sur les licences de Bankina, c'est ce qui l'amène ici parce que l'accord est faux. Il a reconnu sa signature, mais il n'y a ni de note technique ni de procès-verbal. Comment une convention entre des Etats peut se passer sur les licences d'un particulier ? Ils ont pris cette entreprise chinoise pour le gouvernement chinois », a déclaré.

La défense est sereine. Me Mohamed Traoré parle même d'un acharnement contre son client, Dr Ousmane Kaba qui aurait agi dans cet accord en tant que personne physique qui n'a fait qu'exécuter son travail. L'avocat se demande d'ailleurs, pourquoi une affaire entre deux Etats peut choquer une société. « Au regard des débats qui ont commencé, chacun comprendra que c'est une affaire qui ne repose sur rien absolument rien. On parle de faux en écriture publique par rapport à une convention entre la Guinée et la Chine dans le cadre de la pêche, mais les débats ont montré qu'en réalité la convention-cadre qui a été signée était authentique qui n'a jamais été remise en cause par l'Etat guinéen. Il est même étonnant que c'est une société qui remette en cause la validité de ce document. Vous constaterez d'ailleurs que l'Agent judiciaire n'est parti en procès parce l'Etat n'est en rien concerné par cette procédure », a mentionné l'avocat qui a exprimé sa satisfaction lors de cette première audience : « nous sortons de l'audience très satisfaits parce que l'opinion publique va être informée qu'il s'agit d'une affaire qui fait grand bruit mais qui en réalité est cousue de fil blanc ».

L'audience a été renvoyée au 17 février 2025, pour la suite des débats et la comparution de Moussa Condé, l'un des accusés mais qui serait à Dakar pour des soins.

Samuel Demba. D

Lisez le journal numérique sur le site

 Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Kéfina Diakité

Lire l'Aigle Infos,
 c'est lire la vérité
 et la vertu

Lisez le journal numérique sur le site

 Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Congrès de l'UFDG La riposte du CERAG

L'Union des Forces Démocratiques de Guinée a annoncé la tenue de son congrès à Conakry pour courant du mois d'avril prochain. C'est le vice-président chargé des affaires juridiques du parti via un communiqué, qui a rendu l'information publique le 29 janvier : « j'ai le plaisir de vous annoncer que l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) organisera un congrès national extraordinaire les 19 et 20 avril 2025 », a écrit Dr Fodé Oussou Fofana.



Poursuivant, il dira : « Ce congrès est convoqué essentiellement pour procéder au renouvellement des organismes dirigeants et à l'actualisation des textes fondamentaux et du projet de société du parti », a précisé l'ancien parlementaire.

Du côté du Cercle des Amis de Gaoual (CERAG), cette annonce est un non évènement. Les membres de cette structure créée par l'actuel ministre porte-parole du gouvernement sont catégoriques. Ils pensent que c'est en violation des textes et règlements que les responsables du parti de Mamadou Cellou Dalein Diallo veulent aller à ce coup de force.

Lamarana Pety Diallo qui en est le président dénonce la procédure et parle d'un semblant de congrès : Notre position est claire. Il ne s'agit pas d'un congrès de l'UFDG. Il s'agit d'un congrès de Fodé Oussou Fofana et de son mandataire, c'est un jeu de dupes. L'UFDG est en pleine crise de diverses natures. Les exclusions en violation des statuts et des règlements intérieurs de plusieurs cadres du parti, le non-respect des statuts en ce qui concerne toutes les décisions et prises et position du parti. Pour exemple, l'appel à la sédition, à un coup d'État par le président du parti, on peut citer l'appel de septembre lancé à partir

d'Abidjan, mais aussi celui du 28 décembre 2024 et celui du 02 janvier où le président du parti appelle des militaires à renverser le CNRD. Encore plus grave, l'UFDG faisant cavalier seul dans le mépris de ses responsables et militants dit ne plus reconnaître le CNRD depuis le 06 janvier 2025. La question qui se pose, c'est qui va superviser et valider le déroulement de ce congrès à partir du moment où les responsables de ce parti disent qu'ils ne reconnaissent plus les autorités en place. Que l'UFDG réponde à cette question d'abord pour parler de congrès. Ensuite sur le plan des statuts, il n'appartient pas à un responsable du parti de convoquer un congrès, c'est au bureau exécutif national qui de convoquer, qu'il soit national ou extraordinaire. En la matière, Monsieur Fodé Oussou Fofana devrait replonger dans les statuts pour voir la différence entre congrès national et congrès extraordinaire, et savoir que l'UFDG est dirigée par le bureau exécutif et que le conseil politique n'a aucun pouvoir de décision. En revanche, il doit veiller à appliquer les décisions du bureau exécutif. Je disais que c'est un jeu de dupes c'est pour amuser la galerie pour se moquer une fois des militants et des responsables. On oublie une fois qu'il y a des textes et que toutes les déci-

sions en dehors des textes sont nulles et non effet. C'est ce qui s'est passé avec les exclusions. On se réunit en catimini, on décide dans le mépris total des textes. Que l'UFDG marche par la tête, elle n'a qu'à d'abord se remettre sur les pieds pour savoir que le parti obéit à une charte.

Quel plan pour le CERAG ?

Le Cercle des Amis de Gaoual ne compte pas s'associer à cet évènement du 19 au 20 avril prochain mais prévoit déjà ce qu'il compte faire. Il invite Mamadou Cellou Dalein Diallo à rentrer au pays d'abord pour faire face à ses responsabilités judiciaires. En ce qui concerne la participation du CERAG UFDG à ce congrès, il s'agit d'un simulacre de congrès. Ensuite, il y a d'autres prétendants à la présidence de l'UFDG. Je peux citer Monsieur Mamadou Barry et n'est pas exclu qu'il y en a d'autres. Ceux-là qui veulent semer la pagaille au sein de l'UFDG, ce sont ceux-là qui se lèvent un matin pour clamer qu'il y a ceci ou il y a cela. Le CERAG UFDG organisera un congrès en bonne et due forme en concertation avec des responsables honnêtes et respectueux. En concertation avec des candidats qui se sont déjà fait connaître et d'éventuels autres candidats. Nous ne laisserons pas l'UFDG par l'échec d'une personne et de son clan. La duperie a trop duré, les militants ont trop subi depuis plus de 15 ans, on court de gauche à droite, on se fait tuer, arrêter et emprisonner pour des personnes qui abandonnent le parti quand le parti a besoin d'eux. Des personnes qui disent aux autres de sortir manifester au moment que les mêmes déclarent qu'elles ne rentrent pas au pays. On ne peut plus diriger ce parti par le chantage. On veut qu'il rentre au pays par patriotisme, qu'il réponde à la justice de son pays avant de prétendre organiser un quelconque congrès, s'est-il exprimé.

Samuel Demba. D

Kankan Une radio communautaire pour la sous-préfecture de Sabadou Baranama

Selon Mediaguinee, le ministre de l'Information et de la Communication, Fana Soumah, a inauguré dimanche 2 février 2025 la radio communautaire de Sabadou Baranama (93.1), une sous-préfecture relevant de la préfecture de Kankan. C'était en présence des autorités préfectorales et locales.



Dans son intervention de circonstance, Ousmane Kourouma, le président de la délégation spéciale de Sabadou Baranama, a déclaré : « Nous exprimons notre plus grande satisfaction et notre reconnaissance envers le président de la république le Général Mamadi Doumbouya. Mon président, merci pour le désenclavement de notre commune rurale car, l'information est la clef du développement, boussole du progrès et de la prospérité »

Pour sa part, Sogbè Kourouma, responsable d'un groupement d'intérêt économique, dira ceci : « Il y a beaucoup de produits que notre groupement produit ici. La radio rurale va contribuer à nous faire connaître et à valoriser nos activités »

Le préfet de Kankan Kandja Mara n'a pas été en reste. « Baranama était enclavé. Baranama n'écoutait pas la radio guinéenne. Baranama écoutait les ondes des radios frontalières à savoir la Côte d'Ivoire et tant d'autres. Mais aujourd'hui, nous sommes satisfaits. », a-t-il fait remarquer.

Le directeur général par intérim de la radio rurale de Guinée s'est félicité du fait que la grande famille de la radio rurale ait pris de l'ampleur. « Aujourd'hui grâce au dynamisme de monsieur le Ministre de l'information et de la communication avec l'appui bien sûr du chef de l'État le Général d'armée Ma-

madi Doumbouya, la grande famille de la radio rurale prend de l'ampleur. Nous sommes maintenant à 37 Radios rurales. C'est vraiment un plaisir immense pour la population de Sabadou Baranama qui reçoit aussi sa radio communautaire qui est aussi un incubateur de développement », a indiqué Ibrahima Sory Cissé.

Quant au ministre de l'Information et de la Communication, Fana Soumah, il a déclaré : « Nous sommes arrivés sur instruction du président de la république le Général Mamadi Doumbouya qui nous demande de couvrir tout le territoire national. Nous avons estimé que Sabadou Baranama qui a une grande agglomération et qui nous a écrit des mois et des mois, il fallait donc venir installer une radio. Mais à l'origine, c'était un émetteur relais qu'on devrait installer, mais, voyons l'engagement des autorités de Sabadou Baranama, on a donc préféré installer une radio communautaire. Et cette radio va permettre aux autorités et à la population de Sabadou Baranama de cerner les vrais problèmes de leur terroir mais aussi de comprendre les transformations qui sont en cours actuellement en Guinée grâce à l'impulsion du Président de la république Général Mamadi Doumbouya qui, il faut le reconnaître, est en train de transformer la Guinée, ouvrir des grands chantiers. Je crois que le Guinéen doit être très content. Mais comment être content si vous ne suivez pas la télé ou la radio ? Vous laissez en ce moment la place à la désinformation. C'est cela notre combat aujourd'hui. De désenclaver complètement tout le territoire national pour que la population puisse réellement comprendre et savoir les réalités, les grandes actions ainsi que les transformations qui sont en cours »

Kaba Kankoula

Situation sociopolitique guinéenne Tibou Kamara en fait une analyse pertinente

Dans une tribune intitulée "Qui vivra, rira" et publiée dans la presse, l'ancien ministre d'Etat Tibou Kamara jette son regard sur la situation sociopolitique guinéenne. Lisez...



« Chaque jour qui passe réserve son lot de surprises et de rebondissements avec la nature humaine. Comme les saisons se succèdent, inlassablement, les mutations dans notre société s'enchaînent et s'enchevêtrent dans une comédie et une parodie qui oscillent entre caricature et satire sociale.

La Guinée vit une fresque de son histoire, dans un tourbillon riche d'enseignements pour aujourd'hui et demain. Chacun a compris que les hommes sont très versatiles et qu'il ne faut jamais se fier à leurs opinions ni croire que leurs choix sont définitifs. Ceux qui se plaisaient à condamner les autres de servir un régime et de soutenir un homme qui est à la tête du pays, parce qu'eux auraient des convictions et seraient attachés à des valeurs, rivalisent d'ardeur et de zèle pour afficher leur appartenance au pouvoir établi, leur dévouement au Prince.

Comme pour dire : « Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais » ! Selon que je sois invité autour de la table ou languisse d'attendre mon tour, je vois le monde en rose ou m'illustre

dans les offenses et les outrages. Et, comme la roue tourne, le discours continuera de vaciller au risque de prendre des rides et de briser des rêves intimes, longtemps ignorés de tous et considérés comme impossibles à réaliser en temps normal et dans les conditions habituelles. Si l'histoire est écrite par les vainqueurs, elle se fait avec les héros de l'heure, donc ne peut s'encombrer souvent des scrupules du passé ni disposer, à certains moments, de la lucidité d'entrevoir les pièges du présent et les complications de l'avenir. On prend les mêmes et on recommence : « Tout change pour que rien ne change », voilà le cycle sans fin d'une symphonie jamais achevée qu'il nous est donné de revivre chaque fois dans la monotonie du temps et le bêgalement d'une histoire paresseuse.

On découvre ce qu'on savait déjà, que la pudeur ne permet pas de reconnaître ni d'admettre encore, que la vertu rejette ou néglige à bon escient : tous les hommes – quasiment – sont mûs par leurs intérêts et chacun espère se vendre au prix qu'il mérite et qu'il fixe aussi. « On m'achète, mais je ne me vends pas », pourrait dire chacun comme Mirabeau, pour se défendre d'avoir été acheté par la cour des Tuileries. Mais qui se vend ? Qui achète aussi qui ?

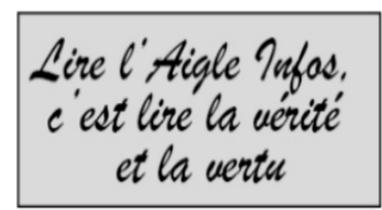
À présent que les choses sont plus claires et que nous avons une meilleur

compréhension des variations possibles chez chacun, il apparaît que nul n'est immunisé contre les trahisons. Cela rend la vie plus simple pour tous, et le débat pourra ainsi se dérouler sans passion, surtout avec moins de forfanterie et de duperie.

Tant qu'on vivra, on souffrira des changements que la nature impose, que les hommes portent dans leurs gènes et qu'ils cherchent toujours à exploiter ou retourner à leur avantage, en alliant « adaptabilité » au contexte et « compatibilité » avec le régent.

Qui osera jeter la première pierre dans cet univers kafkaïen où l'instinct de survie est devenu le maître de chacun ? », a écrit Tibou Kamara.

Kéfina Diakité





Journée internationale de lutte contre le cancer Les confidences d'un médecin spécialiste

La Guinée, à l'instar des autres pays, a célébré le 04 février la Journée internationale de lutte contre le cancer. Une journée qui est mise à profit pour interpeller les autorités à faire face à cette maladie qui se développe dans notre pays. Dans un entretien accordé à votre quotidien, le médecin oncologue, Dr Mamadi Keita, a mis l'accent sur la construction d'un centre national de cancérologie pour pouvoir prendre en charge les personnes qui souffrent de cette pathologie.



L'Aigleinfos : Ce 04 janvier marque la célébration de la journée mondiale de lutte contre le cancer. Quelle pertinence accordez-vous à cette journée ?

Dr Mamadi Keita : C'est l'occasion pour nous, cancérologues, d'attirer l'attention de nos décideurs politiques ainsi que toutes les organisations qui œuvrent dans la lutte contre le cancer en général et en particulier des cancers les plus fréquents dans notre pays. Nous saisissons également cette opportunité pour mener des campagnes de sensibilisation et des levées de fonds destinés à la lutte contre le cancer.

L'Aigleinfos : C'est quoi, le cancer proprement dit ?

Dr Mamadi Keita : Pour être plus simple, il faut dire que le cancer est une multiplication incontrôlée des

cellules au dépens d'un organe.

L'Aigleinfos : Comment peut-on découvrir les signes du cancer ?

Dr Mamadi Keita : Il existe certains signes qui ne soient pas spécifiques mais lorsqu'on constate, il faut immédiatement consulter un médecin. Des boules qui apparaissent sur une partie du corps, des plaies chroniques, des saignements à travers des cavités naturelles ...

L'Aigleinfos : Quels sont les types de cancers et ceux les plus fréquents en Guinée ?

Dr Mamadi Keita : Selon les dernières estimations, le top 5 des cancers les plus fréquents dans notre pays est le suivant: en tête de liste, nous avons le cancer du col de l'utérus avec une incidence

d'environ 2551 nouveaux cas en 2022 suivi du cancer du foie avec un peu plus de 1501 nouveaux cas, le cancer de la prostate avec 749 nouveaux cas et le cancer du sein vient au quatrième rang des cancers, suivi du cancer de l'estomac.

L'Aigleinfos : Comment se fait la prise en charge du cancer ?

Dr Mamadi Keita : Tout commence d'abord par poser le diagnostic de la maladie. Le malade va être consulté par un cancérologue qui va être amené à faire des explorations sur des signes suspects du cancer, cela va l'amener à demander certains examens dont la biopsie qui est un acte chirurgical qui consiste à prélever un fragment du tissu en vue d'un examen anatomopathologique. Une fois le diagnostic est confirmé, un bilan complémentaire est réalisé pour établir le stade de la maladie. Et ce n'est après, que le médecin référent propose le dossier à une réunion que nous appelons réunion de concertation pluridisciplinaire. Cette réunion va définir les stratégies du traitement adaptées au stade du cancer et des alternatives de traitement en fonction de nos possibilités locales.

L'Aigleinfos : Dans ce cas, est-ce que la Guinée dispose de toutes les méthodes de traitement du cancer ?

Dr Mamadi Keita : Au jour d'aujourd'hui, seule la radiothérapie

n'est pas pratiquée en Guinée sinon toutes les autres méthodes sont réalisées en Guinée notamment la chirurgie, la chimiothérapie, la thérapie ciblée pour ceux qui ont des moyens, ...

L'Aigleinfos : Ce qui veut dire qu'il y a un centre spécialisé en Guinée pour faire face aux types de cancers ?

Dr Mamadi Keita : Il y a un service spécialisé au CHU Donka pour la prise en charge du cancer notamment le cancer adulte, il y a aussi des services annexes. Ça nous permet de faire face au traitement du cancer en Guinée, et mieux au cas où le malade n'a pas les moyens pour faire le déplacement pour la radiothérapie, nous lui proposons des traitements alternatifs qui sont réalisables chez nous, ici.

L'Aigleinfos : Quelles sont les conséquences si le traitement de la maladie n'est pas adapté au stade du cancer ?

Dr Mamadi Keita : Si pour une raison ou pour une autre, le traitement de la maladie n'est pas adapté au stade de la maladie, cela expose le patient à un risque de récurrence précoce de la maladie et à une progression de la maladie sous traitement. Et la conséquence est que, cela diminue les chances de traitement de la maladie.

L'Aigleinfos : Comment peut-on le prévenir ?

Dr Mamadi Keita : Pratiquer des activités physiques régulières, d'éviter de fumer et éviter de se faire enfumer, consommer des fruits et légumes, se faire vacciner sont entre autres la prévention primaire. La prévention secondaire va consister au dépistage des lésions précancéreuses pour éviter que le cancer apparaisse et la prévention tertiaire va consister à la prise en charge des cas de cancers qui sont déjà avérés, diagnostiqués.

L'Aigleinfos : Est-ce notre corps médical est prêt pour faire face à cette maladie sinon quel appel avez-vous à lancer aux autorités du ministère de la Santé ?

Dr Mamadi Keita : A l'instant où je vous parle bien que de nombreux efforts restent à atteindre, la Guinée dispose des ressources humaines pour relever le défi de la prise en charge du cancer. Cependant, nous demandons à nos autorités de construire un institut national de cancer doté de radiothérapies pour encadrer la lutte contre le cancer.

L'Aigleinfos : Merci à vous Dr Mamadi Keita pour votre disponibilité !

Dr Mamadi Keita : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Guinée Alpha Condé droit dans ses bottes face au CNRD

Depuis la Turquie, l'ancien président guinéen, Pr Alpha Condé, s'est adressé, via WhatsApp, aux militants et sympathisants du RPG Arc-en-ciel réunis en assemblée générale hebdomadaire le samedi 1er février 2025, au siège du parti à Gbessia, dans la commune du même nom.



Dans son intervention de circonstance, celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique" n'a pas fait mystère de son intention de récupérer le pouvoir qu'il a perdu le 5 septembre 2021 suite au coup d'Etat perpétré par l'ancien commandant du groupement des Forces spéciales. « Restez unis et déterminés, nous sommes décidés à reprendre leur pouvoir, inchallah. Il faut croire en cela, il faut laisser les opportunistes s'agiter. Nous allons balayer Doumbouya et sa bande, et reprendre leur pouvoir grâce à la volonté de

Dieu », a déclaré le professeur Alpha Condé, qui en appelle à l'unité et à la résistance des cadres et militants de son parti, pour lesquels il reste le chef de file de l'opposition au CNRD et à son président, accusé à tort ou à raison de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. Celui que l'histoire retiendra comme le premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante fera également comprendre à ses militants et sympathisants que la lutte sera longue, mais qu'elle ne devait pas faiblir. Il

a encouragé chacun d'entre eux à rester sur la voie de la lutte politique.

Au lendemain de son avènement au pouvoir dans les circonstances que l'on sait, le général Mamadi Doumbouya avait promis d'organiser des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne sera candidat. Mais force est de constater que depuis cette déclaration à ce jour, beaucoup d'eau a coulé sous le pont enjambant le marigot politique guinéen. Des mouvements et des campagnes de soutien à la candidature de l'actuel locataire du Palais Mohammed V se multiplient à travers le pays. Les Forces vives de Guinée auxquelles appartiennent les trois poids lourds de la scène politique guinéenne (RPG Arc-en-ciel, UFDG, UFR) sont vent debout contre une telle éventualité.

Kaba Kankoula

Conduite de la transition L'UFR conseille au CNRD de faire très attention pour ne pas répéter les erreurs du passé

Lors de l'assemblée générale de l'UFR qui s'est tenue le samedi 1er février 2025 au siège situé à Matam, dans la commune du même nom, Tidiane Conté, un des membres du bureau exécutif du parti de Sidya Touré a conseillé au CNRD et à son président, le général Mamadi Doumbouya, de respecter les engagements pris le 05 septembre 2021 vis-à-vis du peuple de Guinée, afin d'éviter un autre 28 septembre



« Il faut qu'on se donne la main pour qu'on aille au dialogue parce que tout le reste c'est du gaspillage de l'argent. Donc, je pense qu'il faut faire très attention pour ne pas répéter les erreurs du passé parce qu'on vient de sortir d'un événement douloureux malheureusement, je veux parler de l'affaire du 28 septembre 2009. Il ne faut pas emprunter ce chemin », a déclaré Tidiane Conté lors de l'Assemblée générale de l'Union des Forces républicaines, la troisième force politique, après le RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé et l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG)

de Cellou Dalein Diallo.

« N'empruntez pas le chemin qui nous a conduits aux événements du 28 septembre 2009, il faut respecter sa parole, c'est important pour la paix », a-t-il ajouté. La question que beaucoup se posent est de savoir si cet appel sera entendu. Selon l'accord dynamique conclu avec la CEDEAO, la transition CNRD devrait prendre fin le 31 décembre dernier. Un délai qui, finalement, n'a pas été respecté, au grand dam de certains acteurs sociopolitiques qui accusent les tombeurs d'Alpha Condé de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. Des mouvements de soutien à la candidature du général Mamadi Doumbouya sont en train de se créer à travers le pays, au grand dam des acteurs politiques de premier rang qui lorgnent le fauteuil présidentiel.

Kéfina Diakité

Transition Le CNT souffle ses 3 bougies !

Le mercredi 05 février 2025, le Conseil National de la Transition (CNT) a soufflé ses 3 bougies par la lecture du Saint Coran et des prières. Une occasion que l'institution a mise à profit pour faire le bilan de ses 1095 jours avec ses 81 membres venus de toutes les couches sociales et de tous les horizons de la République de Guinée. Dans son discours, le président du CNT, Dr Dansa Kourouma a rappelé quelques travaux réalisés par l'organe législatif de la transition.



« Les trois années du Conseil national de la transition, dont six mois d'engagement, de travail acharné et de service sans relâche à la nation guinéenne, 1095 jours au cours desquels nous avons œuvré avec rigueur, courage, patriotisme, pour honorer la noble mission qui nous a été confiée. Dès notre premier jour, nous avons compris l'am-

pleur de la tâche qui nous attendait. Nous avons appris la mesure des attentes placées à nous et des espoirs nourris par notre peuple. C'est avec beaucoup d'humilité et une détermination inébranlable que nous nous sommes attelés à notre devoir et rôle central d'organe législatif de la transition, à des actions concrètes. Nous avons œuvré

à la refondation de nos institutions pour consolider notre démocratie et poser les bases solides de l'avenir prospère et inclusif de notre pays. J'aimerais donc prendre un moment pour adresser mes sincères remerciements au président de la République, le général Mamadi Doumbouya, pour la confiance profonde, inébranlable et sans cesse renouvelée qu'il nous témoigne par sa vision éclairée et son leadership déterminé. Il a supporté un choix stratégique en nous confiant, en nous modestes serviteurs de la nation, cette mission essentielle pour l'avenir de la Guinée. Général Mamadi Doumbouya, premier allié du CNT, il demeure avant tout celui qui porte avec conviction l'ambition d'une refondation réussie au service du peuple et de la République. Son engagement sans faille et sa vision d'une Guinée réconciliée tournée vers l'avenir ont été pour nous une source d'inspiration et de motivation constante.

L'une des grandes forces de cette institution réside dans la diversité et la qualité de son équipe. Les 81 membres du CNT, issus de toutes les couches sociales et de tous les horizons de notre pays, constituent une richesse inestimable. Chacun d'entre vous apporte une pierre essentielle à l'édifice que nous bâtissons ensemble. Chaque voix compte, chaque expertise est

précieuse et c'est dans cette complémentarité que nous trouvons notre force. Nous avons avancé ensemble avec intégrité, transparence et engagement dans un esprit de dialogue et de conservation, plaçant toujours l'intérêt supérieur de la Guinée au cœur de nos décisions.

Notre Conseil National de la Transition est une institution qui reflète la Guinée multiculturelle, dynamique, riche de sa diversité et portée par une ambition commune, celle d'un avenir plus juste, plus fort et plus unique. Au fil des trois dernières années, notre institution a posé des actes concrets, significatifs et innovants. Nous avons légiféré avec rigueur et responsabilité en veillant à doter notre pays de textes législatifs adaptés aux défis actuels et futurs. Nous avons adopté des textes clés pour la refondation institutionnelle et encadré des réformes stratégiques au bénéfice de l'État, du peuple et de la nation. Le mieux que nous avons pu, en portant fort les aspirations du peuple, nous avons accompagné et contrôlé l'action gouvernementale avec exigence dans un souci constant de redevabilité et de transparence. En effet, nous avons, à travers nos nombreuses consultations et conservations, donné la parole à nos concitoyens en faisant de cette transition un moment d'écoute et d'inclusion.

C'est une première dans l'histoire de la Guinée. Ces réalisations sont l'œuvre d'une équipe soudée et déterminée à répondre aux attentes de nos concitoyens. Nous pouvons nous en féliciter.

Nous avons encore du chemin à parcourir. La refondation de notre pays est un processus qui nécessite persévérance et constance. Mais je suis convaincu que, forts de notre engagement collectif, nous saurons relever tous les défis qui se dresseront devant nous. Notre travail est loin d'être terminé. Et c'est ensemble, dans l'unité et la cohésion, que nous continuerons à bâtir cette Guinée nouvelle, que nous appelons de tous nos vœux et de tous nos souhaits. La célébration de tout anniversaire peut impliquer une présentation d'une sorte de bilan. N'empêche que je veux m'arrêter sur un seul point en particulier qui a marqué cette troisième année de notre institution... », a déclaré Dr Dansa Kourouma, président du CNT.

Mamadou Oury



Conflit RDC-Rwanda L'Union européenne hésite sur sa stratégie et les mesures à adopter

L'Union européenne va-t-elle prendre des sanctions contre le Rwanda ? Les 27 pays de l'UE sont d'accord sur la nécessité d'accroître la pression sur Kigali pour mettre fin à l'escalade dans l'Est congolais. Fin janvier, les 27 avaient clairement condamné « la présence militaire du Rwanda en RDC », demandé au M23 de « se retirer », et brandi la menace de sanctions. Mais depuis, les Européens peinent à trouver un consensus sur les mesures concrètes à adopter. Une nouvelle réunion de travail est prévue à Bruxelles, ce mercredi.



L'éventail des options est large pour les Européens. Certaines seraient symboliques comme de boycotter des réunions prévues à Kigali, d'autres beaucoup plus concrètes.

L'Europe pourrait ainsi décider de sanctions individuelles, de coupes dans l'aide budgétaire au Rwanda, voire de suspendre son partenariat avec Kigali sur les ressources minières, ou encore le soutien financier de l'Europe à l'armée rwandaise pour sa lutte contre le terrorisme dans le nord du Mozambique. En novembre dernier, vingt millions d'euros ont été de

nouveau alloués aux forces de sécurité rwandaises par l'Union européenne. Un soutien controversé. Ce serait la mesure la forte : Kinshasa la réclame, mais elle ne fait pas l'unanimité... Le Portugal, par exemple, est farouchement opposé à toute décision qui pourrait affaiblir Maputo.

La France, elle, plaide, pour agir en coulisses et maintenir le dialogue avec tous les acteurs. Paris et Kigali se sont rapprochés ces dernières années. Et le Rwanda est devenu un partenaire devenu précieux pour ses intérêts stratégiques dans le nord du Mozambique.

En fin de semaine dernière, un consensus semblait tout de même se dessiner autour de sanctions ciblées telles que gels d'avoir, interdiction de voyages... mais, là encore, il reste à se mettre d'accord sur le profil des personnes visées. Faut-il se contenter de figures du M23, cibler des colonels de l'armée rwandaise ou aller jusqu'à épingle en poste à Kigali ? Ces questions ne sont pas encore tranchées.

Le mardi 4 février, des centaines de Congolais ont manifesté devant la délégation de l'UE à Pretoria en Afrique du Sud pour réclamer des sanctions. Les manifestants réclament que l'UE se comporte avec le Rwanda comme elle l'a fait avec la Russie après l'invasion de l'Ukraine.

RFI

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu



Journée d'assainissement Une mobilisation grandiose à la municipalité de Ratoma

Le premier samedi de chaque mois est consacré à la Journée Civique d'Assainissement Général sur l'ensemble du territoire national. Conformément à cette initiative du ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, la mairie de Ratoma a organisé, le samedi 1er février 2025, une vaste opération de nettoyage.



L'opération s'est déroulée dans plusieurs quartiers de la commune urbaine. À Bambéto, de nombreux citoyens, accompagnés de leurs responsables locaux, ont massivement répondu à l'appel, donnant un éclat particulier à cette initiative inscrite dans le programme "Conakry Ville Propre". Les activités ont principalement consisté au curage des caniveaux et à l'évacuation des déchets vers le site de décharge.

À Nassouroulaye, les femmes, résolument engagées dans la lutte contre l'insalubrité, étaient équipées de balais, pelles et brouettes pour assainir leur environnement. Une mobilisation similaire a été observée à Taouyah ainsi que dans d'autres quartiers de la commune.

Cette Journée Civique d'Assainissement a été marquée par une forte implication des citoyens de Ratoma, témoignant de leur engagement en faveur d'un cadre de vie plus sain et plus agréable.

Goua Guilao



Déclarations de Trump sur Gaza Des réactions indignées à travers le monde

Passé l'effet de sidération provoqué par les déclarations du président américain sur Gaza mardi soir lors de sa conférence de presse à la Maison Blanche avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, les déclarations pleuvent, des principaux concernés aux institutions internationales.



Déjà mardi, lors de sa conférence de presse, les déclarations de Donald Trump ont pris de court l'assistance, y compris son interlocuteur, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. « Netanyahu semblait dépassé par les événements », rapporte Michel Paul, et la presse israélienne en a largement fait écho avec des photos à la Une montrant l'embarras du dirigeant.

«Une nuit blanche» titre un quotidien israélien

En une des journaux en Israël, des photos du Premier ministre Benjamin Netanyahu qui semble dépassé par les événements, rapporte Michel Paul à Jérusalem... Et des citations : le Hamas n'aura plus de pouvoir politique, et surtout: les Palestiniens n'ont pas le choix, ils vont devoir quitter la Bande de Gaza... Des citations aussi sur l'autre dossier chaud : l'Iran n'aura pas la bombe atomique. Pour les commentateurs ce matin, Benjamin Netanyahu salue le plan de Trump. C'est une « idée différente », ajoute-t-il avec ce qui semble être une dose de réserve. Mais la presse le souligne : un transfert des Gazaouis, ce n'est pas nouveau. C'est exactement ce que les suprémacistes Ben Gvir et Smotrich proposent depuis des mois. Pour Michael Oren, ancien ambassadeur israélien aux États-Unis, cette rencontre a prouvé une chose aux yeux du monde : Israël n'est pas seul. Pour le quotidien d'opposition Haaretz, le Premier ministre israélien est pris entre les pressions américaines et celles de son extrême-droite. Et ce qu'il tente de faire maintenant, c'est tout simplement gagner du temps !

Ferme rejet côté Autorité palestinienne

Le président palestinien Mahmoud Abbas a immédiatement rejeté « fermement » le projet d'occupation de la bande de Gaza par les États-Unis ainsi que les appels répétés de Donald Trump à un transfert forcé des Palestiniens. Un communiqué officiel précise : « Le président Mahmoud Abbas et la direction palestinienne rejettent fermement les appels à s'emparer de la bande de Gaza et à déplacer les Palestiniens hors de leur patrie ». Le communiqué ajoute : « En réponse aux appels américains au déplacement des Palestiniens de Gaza, nous ne permettrons pas que soient bafoués les droits de notre peuple. »

Pour Mahmoud Abbas, ces propositions constituent « une violation grave du droit international ». Il souligne également que « la paix et la stabilité ne seront pas réalisées dans la région sans la création d'un État palestinien (...) sur la base de la solution à deux États ». Selon lui, « la bande de Gaza fait partie intégrante de la terre de l'État de Palestine, aux côtés de la Cisjordanie et Jérusalem-Est ».

Le Hamas accuse les États-Unis de «jeter de l'huile sur le feu»

De son côté, le Hamas a vivement réagi en accusant Donald Trump de « jeter de l'huile sur le feu » avec son idée d'occupation militaire de Gaza par les États-Unis et de transfert forcé des Palestiniens vivant sur le territoire. « Nous (...) condamnons dans les termes les plus forts les déclarations (Donald) Trump en vue d'une occupation américaine de

la bande de Gaza et du déplacement de notre peuple », indique un communiqué du mouvement islamiste palestinien. Le Hamas souligne que ces déclarations « violentes » ne « contribueront pas à la stabilité de la région mais ne font que jeter de l'huile sur le feu ». Plus tôt, Abdel Latif al-Qanou, porte-parole du Hamas, avait qualifié les propos de M. Trump de « position raciste » alignée « avec celle de l'extrême droite israélienne ».

Sami Abu Zuhri, un autre dirigeant du Hamas, a également dénoncé les déclarations de Trump concernant le déplacement des Palestiniens, les qualifiant de « recette pour créer le chaos » au Proche-Orient. De son côté, l'ambassadeur palestinien à l'ONU, Riyad Mansour, a appelé les dirigeants mondiaux à « respecter les souhaits du peuple palestinien » et son droit de vivre à Gaza. Enfin, l'OLP a fermement rejeté « tous les plans visant à déplacer les Palestiniens hors de leur patrie ».

Opposition ferme de l'Égypte, de la Jordanie et des Émirats

Donald Trump souhaite que l'Égypte et la Jordanie accueillent les Palestiniens de Gaza. « J'ai le sentiment que le roi de Jordanie et le général d'Égypte vont ouvrir leur cœur et nous donnerons la terre dont nous avons besoin pour faire ça pour que les gens vivent en paix », a déclaré le président américain mardi soir.

Cependant, au Caire, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, a insisté sur l'importance de renforcer politiquement et économiquement l'Autorité palestinienne à Gaza. Lors d'une réunion avec le Premier ministre palestinien, Mohammed Mustafa, il a précisé que l'Égypte était impatiente de voir l'Autorité palestinienne « assumer ses responsabilités dans la bande de Gaza en tant que partie des territoires palestiniens occupés ».

Le roi de Jordanie, Abdallah II, a, de son côté, catégoriquement refusé « toute tentative » de prise de contrôle des territoires palestiniens et de déplacement de leurs habitants. Lors d'une réunion avec Mahmoud Abbas, il a insisté sur « la nécessité d'arrêter les activités de colonisation et de rejeter toute tentative d'annexion de terres et de déplacement des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. »

Les Émirats arabes unis ont rejeté toute tentative de déplacement

des Palestiniens de la bande de Gaza. Le ministère des Affaires étrangères a souligné dans un communiqué « son rejet catégorique de toute atteinte aux droits inaliénables des Palestiniens et de toute tentative de déplacement ».

L'Unrwa « surpris », l'ONU rappelle les règles

Le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés a quant à lui qualifié de « très surprenant » le projet d'occupation de la bande de Gaza et de déplacement de sa population. « C'est très difficile de s'exprimer sur cette question très délicate », a confié Filippo Grandi lors d'une interview avec l'AFP à Bruxelles. C'est quelque chose de très surprenant, mais il faut voir concrètement ce que ça signifie. » De son côté, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a rappelé que « tout transfert forcé ou expulsion de personnes depuis un territoire occupé sont strictement prohibés ». Dans un communiqué, Volker Türk rappelle également que « le droit à l'autodétermination est un principe fondamental du droit international et doit être protégé par tous les États ».

Chine, Brésil et Royaume-Uni s'opposent

De son côté, le chef de la diplomatie britannique a souligné que les Palestiniens doivent pouvoir « vivre et prospérer » à Gaza et en Cisjordanie, une position qui va à l'encontre des propositions américaines.

Le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva a qualifié d'« incompréhensible » la proposition de son homologue américain. « Ceux qui doivent veiller sur Gaza, ce sont les Palestiniens, qui ont besoin d'une réparation pour tout ce qui a été détruit afin qu'ils puissent reconstruire leurs maisons, leurs hôpitaux, leurs écoles et vivre dans la dignité et le respect », a affirmé Lula, lors d'une interview avec une radio brésilienne. La proposition est « quasiment incompréhensible », a-t-il soutenu.

Les Palestiniens doivent se gouverner eux-mêmes

De son côté, la Chine a toujours plaidé en faveur de l'autonomie palestinienne. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian, a réitéré cette position, soulignant que la Chine était opposée au transfert forcé des habitants de Gaza. « Nous nous opposons à la relocalisation forcée de la population de

Gaza et espérons que toutes les parties concernées saisiront l'occasion du cessez-le-feu à Gaza et de la gouvernance d'après-guerre pour remettre la question palestinienne sur la bonne voie, celle d'une résolution politique fondée sur la «solution à deux États», afin de parvenir à une paix durable au Moyen-Orient », a indiqué le porte-parole.

Rejet en France

Paris a rapidement réagi aux propositions de Donald Trump. Le ministère français des Affaires étrangères a précisé que « l'avenir de Gaza doit s'inscrire non dans la perspective d'un contrôle par un État tiers, mais dans le cadre d'un futur État palestinien, sous l'égide de l'Autorité palestinienne ». Le Quai d'Orsay a également réaffirmé l'opposition de la France à « tout déplacement forcé de la population palestinienne de Gaza ». Lors du Conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, a insisté : « La France rejette fermement le déplacement forcé des populations. Nous nous en tenons à notre position constante : il ne doit y avoir aucun déplacement, mais une recherche d'un cessez-le-feu temporaire en vue d'un processus de paix, et une solution à deux États, israélien et palestinien. »

La classe politique française est globalement contre les propositions de Donald Trump. Arnaud Le Gall, député LFI et membre de la commission des affaires étrangères : « Trump confirme ce que l'on sait depuis longtemps, c'est qu'il n'a jamais cru en un État palestinien et donc il va au bout de la logique du gouvernement suprémaciste de Netanyahu, qui est celle du nettoyage ethnique de Gaza. »

Une indignation partagée avec les écologistes : « Donald Trump a oublié qu'il n'était plus promoteur immobilier, mais président des États-Unis », ironise Marine Tondelier. À droite côté LR, le député Philippe Juvin, sans la soutenir, rappelle que l'idée de transférer les Gazaouis en Jordanie n'est pas nouvelle : « C'est l'analyse que certains faisaient il y a 30 ans (...) donc c'est intéressant de voir que cette analyse ne vient pas de nulle part, c'est une vieille analyse, qui à mon avis ne fonctionne pas, bien sûr. »

RFI



AG du RPG Arc-en-ciel Marc Yombouno demande aux militants de rester fidèles au parti

Le samedi 1er février 2025, l'assemblée générale du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir, s'est tenue à son siège national à Gbessia, dans la commune du même nom. Dans sa communication de circonstance, l'ancien ministre du Commerce, Marc Yombouno, a dénoncé ce qu'il considère comme des tentatives de manipulation politique en Guinée et lancé un appel aux militants et sympathisants du parti jaune.

« Soyons fiers de nous-mêmes, fiers d'être militants et sympathisants du RPG Arc-en-ciel. Vous avez un parti, vous avez signé un contrat politique, alors allez convaincre vos militants ! Pourquoi vouloir s'appuyer sur le RPG ? », a déclaré Marc Yombouno,

membre du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel.

Parlant de la récente tentative d'organisation d'une déclaration politique au siège du parti par des personnes extérieures, il a dit ceci : « Si le RPG n'était pas un parti tolérant, cela aurait pu

dégénérer »

Marc Yombouno, ancien ministre du Commerce sous Alpha Condé, mettra en garde contre les discours trompeurs et les stratégies basées sur des manipulations financières. « Rien ne peut fonctionner sur le mensonge...Res-

tons fidèles au RPG Arc-en-ciel. Nous savons que tout le monde souffre actuellement, mais c'est la conviction politique qui doit nous guider ».

Aussi l'ancien parti au pouvoir invite-t-il ses militants à renforcer leur présence aux prochaines assemblées et à mobiliser davantage de personnes pour consolider la base militante et continuer à jouer un rôle majeur sur la scène politique guinéenne.

Kéfina Diakité

États-Unis

Elon Musk et son «gouvernement fantôme» poursuivent le démantèlement de la fonction publique

Donald Trump et Elon Musk démantèlent un par un tous les rouages de la fonction publique. Roi en son palais du nouveau département de l'« efficacité gouvernementale », Elon Musk continue son entreprise de démantèlement. Après l'USAID, l'homme le plus riche du monde s'attaque désormais au ministère de l'Éducation.



Abolir le ministère de l'Éducation était une promesse de campagne de Donald Trump. Désormais élu, le 47e président des États-Unis semble bien décidé à tenir cette promesse. Selon la presse américaine, son administration travaille sur un projet de décret visant à fermer purement et simplement le département de l'Éducation. Mais une telle décision nécessite

forcément un vote du Congrès, explique notre correspondant aux États-Unis, David Thomson. Alors pour aller vite, Elon Musk et les équipes de sa commission pour l'« efficacité gouvernementale » (DOGE) réfléchissent aux moyens de démanteler au maximum ce ministère, en attendant le vote d'une loi l'abolissant pour de bon. Depuis le bureau ovale,

Donald Trump explique qu'il veut confier la gestion des écoles publiques aux États. Alors, pourquoi nommer un ministre de l'Éducation, lui demande un journaliste. « Je veux qu'elle se mette elle-même au chômage », lui répond Donald Trump.

Plans de départs à la CIA

Parmi les coupes exigées par Donald Trump, l'agence du renseignement extérieure américaine CIA a engagé, mardi 4 février, un plan de départs volontaires concernant l'ensemble de ses effectifs, affirme le Wall Street Journal. Si cette information était avérée, la CIA deviendrait le premier service de renseignement à lancer une vague de ruptures de contrats sous la pression du président, qui avait fait du dégraissage de l'État fédéral l'une de ses promesses de campagne. La CIA a également suspendu le recrutement des candidats ayant déjà reçu une offre d'emploi, selon le Wall Street Journal,

qui cite un collaborateur de John Ratcliffe, le directeur de l'agence. Cette source anonyme indique que ces offres risquent d'être rétractées pour les candidats dont le profil ne correspond pas aux nouveaux objectifs de la CIA, parmi lesquels la lutte contre les cartels du narcotrafic, la guerre commerciale engagée par Donald Trump et des actions contre la Chine.

« Gouvernement fantôme »

De plus en plus de questions se posent autour des pouvoirs accordés à Elon Musk qui, selon la presse américaine, s'est entouré d'une toute petite équipe faite de jeunes ingénieurs qui semblent agir sans contrôle. Les médias américains ont identifié les membres de la task force d'Elon Musk mise en place pour couper drastiquement dans les dépenses publiques. Il s'agit d'une poignée d'ingénieurs à peine sortis d'école, âgés de 19 à 25 ans. Tous sont passés par ses so-

ciétés, comme SpaceX, et leurs pouvoirs donne le vertige.

Selon le magazine Wired, l'un d'eux a maintenant un accès direct au système informatique du Trésor américain responsable de quasiment tous les paiements effectués par le gouvernement. C'est-à-dire les déclarations fiscales des contribuables, les salaires des fonctionnaires. Ce sont des milliards de dollars que ce jeune ingénieur peut maintenant diriger, sous la seule supervision d'Elon Musk.

Aucun d'entre eux n'a pourtant été élu, ni confirmé par le Sénat. C'est « un gouvernement fantôme qui est en train de faire une prise de contrôle hostile du gouvernement fédéral », s'insurge Chuck Schumer. Le chef des démocrates au Sénat demande au Congrès de freiner ce DOGE, mais qui semble bien inaudible face au rouleau compresseur Elon Musk.

RFI

Immigration en France Hausse des expulsions et baisse des régularisations en 2024

La France a délivré 336 700 premiers titres de séjour l'an dernier, un chiffre en hausse de 1,8% par rapport à 2023, tandis que les expulsions augmentaient de 26,7% avec 21 601 reconduites au total, a annoncé, mardi 4 février, le ministère de l'Intérieur.



La hausse des titres de séjour marque toutefois un ralentissement par rapport aux années précédentes. En 2024, les titres étudiants ont représenté un tiers du total (109 300) et les motifs familiaux un quart (90 600), selon le rapport annuel sur l'immigration rendu public par le ministère. Une forte augmentation (+13,5%) a été enregistrée pour les motifs humanitaires, autour de 55 000, tandis que les titres de séjour pour motifs économiques se stabilisaient autour de 55 600.

Des chiffres qui sont « conformes à une politique d'attractivité pour l'enseignement supérieur pour des étudiants et étudiantes étrangers. Et ce qui change la structure des gens qui viennent en France avec, par nature, des gens qui sont plus diplômés », pointe Gérard Bouvier est statisticien et démographe, membre du réseau de chercheurs Désinfox-Migration à RFI. Dans une approche géogra-

phique, les trois pays du Maghreb arrivent en tête des primo-délivrances avec un quart des titres. « C'est une histoire assez structurelle, qui a démarré en 2017 », a indiqué Guillaume Mordant, le chef du département statistique de la Direction générale des étrangers en France (DGEF). Au total, il y avait 4,3 millions de titres de séjours valides au 31 décembre 2024, en hausse de 3,9%.

31 250 personnes sans papiers régularisées en 2024, chiffre en baisse

Par ailleurs, 31 250 personnes sans papiers ont été régularisées en 2024, soit une baisse de 10%. C'est la première fois depuis 2020 que la tendance diminue pour cette « admission exceptionnelle au séjour », faite au titre de la circulaire Valls récemment durcie par le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau. Parmi ces personnes régularisées, on trouve des tra-

vailleurs sans papiers (10 330, en baisse de 10%) tandis que le motif familial concernait 20 090 personnes (- 9%).

En ce qui concerne les expulsions, au total 21 601 étrangers en situation irrégulière ont été reconduits à la frontière l'an dernier, ce qui marque une hausse de 26,7%. Parmi eux, les éloignements forcés se sont élevés à 12 856, soit une hausse de 9,7%, selon le document.

En ce qui concerne la demande d'asile, le ministère a fait état d'une baisse de 5,5% du total à 157 947 dossiers. Cette baisse s'explique notamment par une baisse « de 45% des demandes Dublin », c'est-à-dire formulées dans un autre pays où le demandeur est passé initialement, a expliqué Guillaume Mordant. « Le nombre de demandes d'asile baisse globalement en Union européenne », puisqu'il y a eu un total de 950 000 dossiers déposés en 2024 après 1,050 million en 2023, a-t-il ajouté.

L'an dernier, l'Ukraine a pris le relais de l'Afghanistan comme première nationalité des ressortissants demandant l'asile. La demande ukrainienne a, elle, été multipliée par quatre en un an à 13 350 demandes.

RFI

Lire l'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu

Marche de l'Unité et de la Paix Ce que le général Amara Camara a dit aux populations de Kankan

Le samedi 1er février 2025, la marche dénommée « Marche de l'Unité et de la Paix » s'est organisée à Kankan pour soutenir les actions du CNRD et de son président, le général Mamadi Doumbouya. C'était en présence de certains ministres et de nombreux cadres originaires de la Haute Guinée.



En marge de cette marche, le ministre secrétaire général et porte-parole de la présidence de la République, le général Amara Camara, a tenu un discours qui a retenu l'attention des observateurs.

« La Guinée a trop souffert des divisions, la Haute Guinée a particulièrement souffert de la politique politicienne, il y a eu trop de mensonges, trop d'instrumentalisations, à la limite on pourrait dire que c'est de la démagogie. Il y a eu trop de larmes pour rien, trop de destruction de biens matériels pour rien. Les années et les années de combat et d'accompagnement politique ne vous ont donné que la honte, le désarroi et la déception, vos sacrifices n'ont pas été récompensés », a déclaré le ministre secrétaire général et porte-parole de la présidence de la République, le général Amara Camara. Il mettra l'occasion à profit pour demander à toutes celles et à tous ceux qui doutent encore de rejoindre le CNRD.

« Ce que je dis ici est une vérité, ce sont des faits, c'est vérifiant parce que vous êtes aussi des témoins. Je vous invite humblement, pour ceux qui portent encore, une petite dose de honte, gêne ou d'égo d'être vu parce qu'hier, ils étaient partisans de tel ou tel parti à vous remettre en cause, de faire le choix de la raison, du réalisme, du pragmatisme et d'avoir dans vos cœurs la Guinée et rien que la Guinée comme notre président de la république. C'est aussi le lieu pour moi, de saluer et féliciter tous les acteurs politiques, de la société civile, les influenceurs et les anonymes qui sont restés constants dès les premières heures et ceux qui ont fini par rejoindre la dynamique parce que les actions du président les ont rassurés. Aujourd'hui, l'heure n'est plus à la division, mais à l'unité », a-t-il indiqué dans son discours.

Kaba Kankoula

Immersion gouvernementale Un parfum de campagne pour le général Doumbouya, selon des acteurs politiques.

Le gouvernement guinéen a entamé mercredi 05 février 2025, une tournée à l'intérieur du pays pour une durée d'un mois. Des acteurs sociopolitiques ont réagi à cette démarche.



Le président de l'Union démocratique pour le Renouveau et le Progrès et le chargé de communication du Forum des Forces sociales de Guinée pensent que cette immersion s'inscrit dans le cadre d'une campagne pour une éventuelle candidature du général Mamadi Doumbouya. Cette immersion annoncée du gouvernement est le deuxième du genre depuis l'arrivée du CNRD au pouvoir le 05 septembre 2021. Son bienfondé, irrite le chargé de communication du Forum des

Forces Sociales de Guinée : « On va toujours se poser la question de savoir quel est l'objet de cette activité ? D'autant plus que ce n'est pas la première fois qu'ils le fassent. Est-ce qu'ils ont tiré les conclusions de ce qui a été fait la première fois », s'est interrogé Ibrahima Balaya DIALLO. Moi, poursuit-il, tout ce qui m'inquiète c'est l'argent du contribuable qui est dépensé là-bas parce que faire déplacer une trentaine de ministres, ça va coûter au bas mot un milliard par jour donc ça

veut dire que les trente jours, on sera déjà à trente milliards de francs guinéens. Est-ce que ça vaut le coup, est-ce que quand ils vont revenir cela va changer le niveau de vie du guinéen je crois non. C'est une farce de plus qu'il ne faut pas perdre de vue mais il se trouve que le CNRD semble droit dans ses bottes. Il peut se permettre de faire ce qu'il veut et malheureusement chez nous, chacun est dans son coin.

Il estime que la seule raison qui se cache derrière, c'est d'aller battre campagne pour préparer les citoyens à une candidature du général Doumbouya : « Ce qui est sûr, je ne vois pas la nécessité d'aller faire un mois dans les régions en moins que ça ne soit un embryon de précampagne en faveur d'une candidature du Général », a-t-il affirmé.

C'est dans le même sens, que le vice-président de l'ANAD comprend. Pour le Président de l'Union démocratique pour le Renouveau et le Progrès (UDRP), cette démarche s'inscrit dans le cadre de la préparation de l'esprit

des citoyens pour une éventuelle candidature du général Mamadi Doumbouya. Ce politique n'est d'autant pas étonné que cela intervienne deux mois après la tragédie survenue dans la région forestière pour les mêmes causes et que jusqu'à présent aucune lumière n'est faite à propos : « Nous ne sommes de toutes les façons pas surpris. Vous savez c'est ici on a échafaudé des cadavres lors du dernier drame qui s'est produit à N'zérékoré et sur lequel on a prétendu lancé des enquêtes qui ne sont pas encore initiées pour reprendre les mêmes choses sous d'autres cieux de diverses manières. Nous pensons que c'est simplement pour essayer encore une fois d'agir dans le sens de la propagande qui avait été organisée pour la candidature de Mamadi Doumbouya. Ça veut simplement dire qu'on est obsédé par le fait qu'il faut reprendre ce qui n'a pas marché, on n'a pas besoin d'immersion et je crois que la démarche est franchement inopportune », a fustigé Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou.

Selon le courrier adressé par le Premier ministre au ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, la sortie de Bah Oury et son équipe consiste aussi à être plus proche des citoyens à la base. Un argument qui ne convainc pas ce politique : « Pourquoi c'est maintenant que les décideurs doivent être plus proches du peuple ? Pendant trois ans et demi pratiquement, ils auraient pu être à côté du peuple. Il n'y a pas de fait isolé. La démarche c'est pour faire en sorte qu'on puisse renforcer les tournois et mamaya un peu partout pour essayer de porter la candidature du général Mamadi Doumbouya. Il ne faut pas qu'on tourne autour du pot », a-t-il martelé. Le coup d'envoi de l'immersion des membres du gouvernement à débute à N'Zérékoré, d'après la correspondance du Chef du gouvernement.

Samuel Demba. D

CRIEF

Dr Ousmane Kaba entendu dans l'affaire Bankina Pêche

Dr Ousmane Kaba et d'autres anciens ministres de la République sont poursuivis par la société Bankina Pêche pour "faux, usage de faux en écriture publique et abus de confiance".



C'est dans ce cadre que l'ancien ministre de l'Economie et des Finances, par ailleurs président du parti PADES, a été entendu lundi 03 février 2025 par devant la chambre du jugement de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief). Il a été notifié au fondateur de l'Université Koffi Annan ce qui suit : « vous êtes là parce que la société Bankina Pêche a déclaré qu'elle a signé un contrat de consignment de 26 bateaux en 1993 avec un groupe chinois du nom de China National Fisheries Corporation, dont la prestation annuelle était de 5000 dollars par bateau en faveur de Bankina pêche. Mais que curieusement, ce contrat a été résilié de façon unilatérale en 1997 par ce groupe chinois, au profit d'une convention sino-guinéenne, qui a été signée par vous en qualité de ministre de l'Economie, des Finances et du Plan

d'alors, pour la Guinée, et pour la Chine, le vice-ministre de l'agriculture a signé, en l'occurrence Zhang Yangzi ». Le tout portant sur un montant de 69 millions 166 mille 529 de dollars.

Pour sa défense, Dr Ousmane Kaba a dit : « Non, je ne reconnais pas les faits et je ne reconnais même pas les plaignants. Je ne suis au courant de rien. C'est une affaire qui date de 30 ans. J'ai signé cette convention un mois avant mon départ du gouvernement. J'ai quitté la fonction en février 1997. C'est à l'ORDEF qu'on m'a rappelé, donc moi je ne me souvenais même pas. C'est pourquoi j'étais très étonné. Je ne vois pas comment un privé peut se lever pour dire que la convention est fautive ou pas fautive. Moi, ça m'étonne beaucoup. Très étonné. Moi, je pense qu'un gouvernement ne signe jamais de fautive convention. Comment on

peut venir 30 ans après, parler de détournement à un ministre des Finances qui n'est pas ministre de la Pêche ? Je ne comprends même pas. Et s'il y a un détournement, comment lui il le sait ? Un privé peut le savoir, comment ? Ça ne le regarde pas. S'il y a un détournement, comment il peut être au courant de ça ? Est-ce que c'est lui qui est propriétaire des licences ? Peut-être qu'on va demander au ministre de la Pêche, parce que moi je ne connais pas ces choses-là. Mais je vois qu'un privé est très mal placé de faire la justice pour l'État 30 ans après. C'est absurde. Mais bon, je m'en remets à votre sagesse, Monsieur le Président ».

L'affaire a été renvoyée au 17 février prochain pour la suite des débats.

Kaba Kankoula

Examens nationaux 2025

Tenue d'un atelier préparatoire à Conakry

Il s'est ouvert le mercredi 5 février 2025, un atelier préparatoire consacré aux examens nationaux session 2025. Ils sont 70 responsables de l'éducation nationale et de l'alphabétisation à y prendre part : les responsables des services centraux, le directeur de l'enseignement fondamental, le directeur de l'enseignement privé, les acteurs sociaux dont le SNE, le SLECG, la FEGUIPAE.



Le directeur général chargé des examens et contrôle scolaire a indiqué que la crédibilisation des examens nationaux en République de Guinée est bel et bien une réalité. « L'élève, une fois au collège se voit attribuer un numéro matricule qui lui servira de PV pour les examens nationaux et va le suivre jusqu'à l'université ou à l'enseignement technique; la possibilité offerte aux élèves et aux parents d'accéder à la plateforme pour consulter les notes des élèves en ligne dans un bref délai », dira Mamady 43 Keïta.

Dans son intervention de circonstance, au nom du ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation, le secrétaire général dudit département, Youssouf Boundou Sylla, a expliqué que cette rencontre d'échanges revêt une importance capitale pour notre système éducatif. Il s'agit d'un moment crucial qui leur permettra d'évaluer, de planifier et garantir le bon

déroulement des examens qui marqueront l'aboutissement des efforts des élèves guinéens, des enseignants et de toute la communauté éducative. « Les examens nationaux, qu'il s'agisse du Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE), du Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) ou du Baccalauréat Unique, constituent des étapes déterminantes dans le parcours scolaire de nos jeunes. Ils sont le reflet de la qualité de notre enseignement et de notre engagement collectif à offrir une éducation équitable et de qualité à tous les enfants de notre nation... Nous devons veiller à ce que les conditions de passation des examens soient optimales, que les sujets soient adaptés aux programmes enseignés, et que les corrections soient justes et équitables. La lutte contre la fraude et les irrégularités doit rester une priorité absolue pour préserver l'intégrité de nos diplômes. Je tiens à saluer l'engagement de tous ceux qui, sur le terrain, travaillent sans relâche pour préparer nos élèves à ces épreuves. Votre dévouement et votre professionnalisme sont les piliers de notre système éducatif », a déclaré le secrétaire général du MEPUA, Youssouf Boundou Sylla.

Mamadou Oury